

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 42 • 16 OCTOBRE 2015 • CHF 3.-

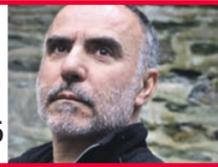
**En Grèce, l'austérité fait naître
une multitude d'initiatives de
solidarité**

page 6



**«Erdogan et Daech sont les deux
faces d'une même pièce», estime
Eyyup Doru du parti kurde HDP**

page 6



**L'écrivaine et voyageuse
Annemarie Schwarzen-
bach à l'opéra**

page 8

Chômeurs seniors, quelle galère!

SUISSE • Berne tarde à proposer des mesures pour les chômeurs seniors de longue durée. Le point sur la situation.



Dur, dur d'être chômeur à 50 ans. Cela fait plus de 18 mois que Didier Tischler Taillard, journaliste de 53 ans, passé notamment à *Léman Bleu* ou au *Matin*, cherche du travail, mais il n'a rien trouvé. Aujourd'hui, il émarge aux services des prestations complémentaires. «Je vais recevoir une aide financière, mais je n'ai pas encore le détail», explique le Verniolan, qui vient de lancer une radio locale avec un budget de 1'000 francs, dédiée aux productions musicales du Grand Genève, Léman Rouge. Durant ces presque deux ans de recherche, à raison de 8 offres d'emploi par mois, élargies, au-delà du journalisme, à la communication et au secteur musical, il n'a eu que trois entretiens. «Il y a plus d'un an, j'ai postulé au service de presse de la police cantonale. J'étais dans le dernier carré des postulants, mais je n'ai pas été pris et le poste n'a finalement pas été repourvu. Une année plus tard, j'ai repostulé au même endroit, mais on m'a répondu que je n'avais pas les compétences requises! C'est du n'importe quoi», martèle-t-il. L'ancien journaliste tire aussi un bilan négatif de l'aide

apportée aux chômeurs par l'Office cantonal de l'emploi (OCE). «On ne m'a pratiquement pas proposé d'emploi. Les conseillers en personnel – contrairement aux anciens placeurs, qui disposaient bien souvent d'un fort carnet professionnel –, sont moins là pour aider les chômeurs que pour rendre des comptes à leur hiérarchie», relève-t-il. Il dénonce aussi l'inefficacité de la directive cantonale de préférence à l'embauche des chômeurs locaux, tant vantée par le ministre de tutelle du département, Mauro Poggia, membre du MCG, et qui est censée donner la priorité à un chômeur genevois à compétences égales, dans les emplois du public et du parapublic. «On peut toujours discuter de l'utilité de cet outil protectionniste, mais je peux affirmer que cette directive n'est pas appliquée, car elle n'est pas contraignante, ni inscrite dans la loi. Dans le cas où une place correspondrait vraiment à un profil de chômeur genevois, l'OCE doit assigner le candidat au poste – ce qui n'a été le cas que trois fois pour moi – et il doit être reçu par l'employeur potentiel», précise l'intéressé. «Les services

du chômage sont débordés, mais il serait plus judicieux d'attribuer les 40 millions destinés à des cours de pseudo-formation pour les chômeurs à un renforcement du service employeurs (SE) de l'OCE, qui ne compte que 7 employés dans ce secteur pour 14'000 chômeurs», estime encore Didier Tischler. Un parcours difficile qu'a aussi connu Michel*, chômeur de 50 ans. «En 20 mois de chômage, j'ai reçu environ 180 réponses négatives dans des secteurs aussi divers que l'administration, l'enseignement ou la communication. L'OCE m'a proposé une seule offre dans un syndicat, qui ne m'a donné de réponse que 5 mois après. Arrivant en fin de droit, j'ai décidé de suivre une formation pour me requalifier professionnellement, à mes frais et sans rentrée financière durant ces études», explique le chômeur.

Des différences mineures pour la LPP

Ces difficultés des seniors à retrouver un emploi sont-elles corroborées par les chiffres officiels? Coordinateur de l'association de défense des chômeurs (ADC) de Genève, Alexandre Baljo-

zovic tient à nuancer, en rappelant que le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) et une étude de l'OCDE, publiée en automne 2014, montrent que les seniors sont les personnes les moins touchées par le chômage, représentant 25% à 30% de l'ensemble des sans-emploi. «Le plus inquiétant, comme le confirment les deux enquêtes, c'est que quand les seniors tombent au chômage, ils y restent plus longtemps que les chômeurs appartenant aux tranches d'âge inférieures. Ils forment plus de 41% des chômeurs de longue durée, et les personnes qui retrouvent un travail ont souvent un salaire moindre ou se retrouvent dans une situation plus précaire», relève le responsable de l'association. Pour l'OCDE, la péjoration de la situation des seniors est due à des raisons économiques – du fait qu'ils doivent cotiser plus aux assurances sociales – mais aussi par une forme qu'elle juge pourtant inadmissible de discriminations tacites et teintées de préjugés à

Suite en page 2 ►



IL FAUT LE DIRE...

Un nouveau Zimmerwald ?

Alors que le centenaire de la conférence de Zimmerwald est passé pratiquement inaperçu, ce qui est dommage en soi et dommage pour la Suisse, son héritage politique, qui n'en finissait pas de se recroqueviller au fil des renoncements des dernières années, pourrait avoir à se réveiller rapidement.

Le sens de Zimmerwald, c'était que le mouvement socialiste devait se déterminer clairement par rapport à la menace la plus importante qui pesait alors sur les populations européennes, c'est-à-dire la guerre impérialiste. Tandis que la plupart des socialistes en France et en Allemagne avaient voté les crédits de guerre, un petit village suisse du canton de Berne accueillait la gauche qui demandait la paix, exhortant les soldats à retourner leurs fusils contre leurs exploiters.

Aujourd'hui, le moment est pareillement fatidique. Depuis la capitulation de Tsipras et de Syriza en Grèce, il est on ne peut plus opportun que les mouvements qui prétendent défendre les intérêts des classes populaires se déterminent pour le cadre de leur chemin futur sans équivoque aucune face au danger le plus important de l'époque actuelle, à savoir les politiques d'austérité imposées par l'Europe néolibérale.

Le retournement de veste de Syriza et sa «pasokisation», le désenchantement des Grecs contraints de se choisir le bourreau le plus «magnanime» ne doit signifier qu'une seule chose: on ne peut pas négocier avec Bruxelles, il n'y a pas de compromis à atteindre.

Dans le cas où l'on continuerait à claudiquer passant péniblement d'une jambe à l'autre, le réveil populaire qui surviendra un jour ou l'autre, tempétueux et sans pitié, sera une déferlante habilement enfourchée par les populistes nouvelle vague, traditionalistes et ethno-obnubilés, qui sont déjà en embuscade

Alexandre Smirnov

Une volonté commune d'offrir à toutes et tous une place convenable dans la société

ELECTIONS FÉDÉRALES • Le municipal Popiste de la Ville de Lausanne Marc Vuilleumier et Andrea Eggli, assistante sociale et fondatrice de l'association de défense des usagers des services publics (Acidus) se présentent tous deux aux fédérales. Interview croisée.

Pourquoi vous êtes-vous engagé en politique?

MARC VUILLEUMIER: Je suis un sensitif. Deux circonstances ont certainement contribué à un éveil politique et à un engagement sur la gauche de l'échiquier. La première c'est, enfant, les contacts que j'ai eu avec des personnes, pauvres, parfois alcooliques ou handicapées, qui venaient sonner à la porte de mon père, pasteur, pour demander un peu d'argent à la paroisse. Je ressentais une injustice devant ces vies cabossées et la misère. La deuxième, plus tard, c'est la révolution cubaine. Quelques révolutionnaires ont réussi à renverser un gouvernement à la solde des Américains pour plus de justice, de santé, de formation. Mon adhésion au POP est devenue une évidence. Je ne l'ai jamais remise en question car il y a toujours beaucoup à faire dans un monde bien trop mercantile et, donc, inéquitable.

ANDREA EGGI: Toute jeune l'injustice m'énervait et je ne savais pas quoi faire. Alors mon engagement en politique a été un chemin tout naturel. Il m'a permis d'agir pour essayer de trouver des réponses. Parce que je rêve à l'égalité des droits pour tous et à la solidarité.

Quelle est la revendication qui vous tient le plus à cœur?

MVR Le nombre, je pense croissant, de personnes qui sont exclues, partiellement ou complètement, de la société. Une trop forte pression de l'argent, de la rentabilité à tout prix, du temps qui presse toujours plus, empêche beaucoup de gens d'avoir une vie normale et, simplement, une place convenable dans la société. Par exemple, l'Europe sociale a été promise; pour l'heure, ce n'est que l'Europe économique qui triomphe. Une place pour chacun est ma revendication!

AEI Un des sujets qui me tient le plus à



Outre leur activité politique, Marc Vuilleumier et Andrea Eggli ont mené de nombreuses activités dans des associations de base.



POP Vaud

cœur, c'est la défense des services publics. En effet, ils sont un des moyens de répartition des richesses produites dans notre société et aussi un garant du lien social. Les services publics représentent un investissement à long terme. Ils améliorent la qualité de vie. Leur privatisation va à l'encontre de la démocratie. Elle n'a aucune justification économique; c'est un scandale social et un aveu d'impuissance politique.

Qu'est-ce que vous faites concrètement sur le terrain?

MVR Pendant de très nombreuses années, j'ai présidé l'AVIVO pour défendre l'AVS et les intérêts des retraités

au niveau communal, cantonal et fédéral. Dans mon travail de municipal, j'aimerais donner un exemple : en coopération avec les habitants des Boveresses, j'ai soutenu la création et le développement d'un club de foot de quartier. Sur ma proposition, ce club dispose de vestiaires, d'une buvette et d'un terrain synthétique. Aujourd'hui, ce club compte près de 300 membres, plusieurs équipes de garçons et de filles. Convivialité, identité de quartier, intégration, c'est le rôle du sport populaire que je soutiens!

AEI Après avoir participé à la création de différents comités de solidarité avec d'autres peuples (Argentine, Amérique latine, Nicaragua, El Salvador) ou à

d'autres activités pour le développement des Centres de quartier à Lausanne, aujourd'hui je fais partie d'associations qui s'occupent des sujets qui m'intéressent: Acidus pour la défense des services publics ainsi que Montelley vit! pour la qualité de vie et l'urbanisme de mon quartier.

Je participe aussi à des actions pour des logements à prix abordable et pour une densification concertée avec les habitants de la ville. Je m'engage aussi au Groupe Action tutelle qui a obtenu que notre canton n'oblige plus ses habitants à prendre une curatelle. ■

Propos recueillis par Céline Misiego

«En Suisse, la politique fonctionne comme un marché»

NEUCHÂTEL • «Le confort matériel en Suisse est tel qu'il rend les personnes très prudentes. Un appel à la grève est difficile car personne ne veut prendre de risques», estime German Osorio, d'origine colombienne et secrétaire du POP neuchâtelois depuis 6 ans. Il défend un changement social et écologiste.

La politique est mal perçue par une grande partie de la population. Comment expliquez-vous ce dysfonctionnement dans le pays qui se targue d'être l'une des meilleures démocraties du monde

Si les gens ne croient plus aux partis politiques c'est parce que ces derniers ne recherchent plus le bien commun. Ils défendent essentiellement des intérêts privés et des élites socialement reconnus, même si dans les discours ils disent vouloir défendre les intérêts populaires. Cette tromperie affaiblit le rôle de la politique au sein de la société. Lorsque les gens ne voient pas leurs intérêts immédiats défendus par la classe politique, alors ils ne participent pas. Peut-être que si on offrait un prix à ceux qui votent la participation augmenterait! Beaucoup votent comme ils consomment, c'est-à-dire pour ce qui leur apparaît individuellement immédiatement utile. Cela peut se comprendre, mais si cette vieille démocratie fonctionne ainsi, on peut se demander comment fonctionnent les autres! Une démocratie a besoin d'être humains autonomes, respectueux de l'autre et capables de penser par eux-mêmes. Or, en Suisse, la politique fonctionne comme un marché: stratégies et marketing pour positionner

des idées et des pratiques nocives à la démocratie.

En quoi le POP se distingue-t-il des autres formations politiques?

J'ai découvert au sein de la section neuchâteloise une pratique démocratique vivante. Les opinions sont nombreuses et variées. Le POP ne fait pas partie d'une prétendue orthodoxie communiste qui fonctionnerait à la hiérarchie et au dogme. Dans la section, chacun peut dire ce qu'il veut dans un esprit de libre argumentation. Depuis que j'assume ma tâche de secrétaire, j'observe comment les idées bougent et progressent; le parti construit aussi, petit à petit, une pratique novatrice.

Dans la société du confort, les difficultés de réalisation de ce projet apparaissent cependant immédiatement. Le confort matériel moyen est tel qu'il rend les personnes très prudentes. Par exemple, un appel à la grève est difficile car personne ne veut prendre de risque. Même ceux qui s'opposent au système ne veulent pas perdre leur confort. Cette réalité n'empêche cependant pas l'existence d'une collectivité vivante au sein du parti. Elle réunit des personnes aux horizons différents, mais unis sur l'idée



German Osorio déplore une société individualiste où beaucoup «votent comme ils consomment».

de l'absurdité du monde actuel, et qui se mettent d'accord pour en faciliter le changement. Personne n'agit comme un prophète, il y a une écoute réelle et la volonté d'agir ensemble.

Pourquoi, selon vous, les électeurs devraient voter pour le POP, ses candidats et son programme?

Le programme de la section touche aux problèmes de base. Aujourd'hui, dans les apparences, tout est parfait, mais en réalité rien ne marche. On vote régulièrement, il n'y a pas de graves conflits, un

service social performant aide les plus pauvres, mais tout est en train de tomber. Ainsi, les souhaits du peuple en faveur de l'Hôpital de La Chaux-de-Fonds ne sont pas respectés, les économies se font sur le dos des plus pauvres et on parle d'économies dans un pays trop riche. C'est dans ce cadre-là que le POP existe et se construit. Voter POP, c'est soutenir le parti du changement, qui ose reconnaître la réalité et proposer des changements pour améliorer le fonctionnement social et écologique. ■

Entretien réalisé par Alain Bringolf

► Suite de la page 1

l'embauche de la part de certains employeurs. «Nous avons pourtant montré qu'entre un salarié de 30 ans et un autre de 55 ans, la différence en matière de prévoyance professionnelle (LPP) dans un secteur comme celui de la restauration était seulement de l'ordre de 600 francs par an et de 4'000 à 5'000 francs dans les professions de cadres, ce qui peut être aisément absorbé par une grande entreprise», explique Alexandre Baljovic, qui défend une meilleure protection légale des seniors, en prolongeant le délai de congé des personnes de 50 ans et plus qui sont depuis longtemps dans une entreprise.

Cinq ans d'assurance-chômage?

«Avec la votation du 9 février, les pouvoirs publics et le département de l'économie de Schneider-Amman, qui a organisé une conférence nationale à ce sujet avec les syndicats, commencent enfin à s'occuper des seniors au chômage, qui sont les vrais chômeurs de longue durée. Ils ont beaucoup d'expérience à valoriser, même s'ils coûtent plus cher», relève Gérard Crettenand, ancien président de la commission du personnel de la Ville de Genève, ancien président de l'ADC et actuel membre du comité de l'Avivo. «Il y a 20 ans, l'ADC avait lancé une pétition nationale demandant que le taux de cotisation à la LPP soit le même quel que soit l'âge du salarié. La proposition d'Alain Berset d'abaisser le taux de cotisation au deuxième pilier à 13% pour les plus de 45 ans va un peu dans ce sens», précise le militant. En revanche, il rejette le projet du *think tank* patronal Avenir Suisse qui, en avril dernier, proposait de faire travailler les seniors après l'âge de départ légal à la retraite. «Leur projet vise ouvertement à repousser l'âge de la retraite», dénonce-t-il. Pour lui, la solution passe par la réduction du temps de labeur et une meilleure répartition du travail et des revenus. «Il faut oser proposer une semaine à 36 heures, sans baisse de revenu pour les bas salaires, ce que ne font pas le PS et les syndicats», préconise Gérard Crettenand.

Pour l'heure, on est encore loin du compte. La conférence nationale sur le thème des travailleurs âgés qui s'est tenue à Berne le 27 avril dernier sous les auspices du département fédéral de l'économie n'a débouché que sur des mesurées comme l'incitation à ce que les employeurs privés et publics s'engagent à renoncer à citer le critère de l'âge dans les annonces d'emploi «partout où cette précision n'est pas objectivement indispensable pour le poste». Dernière proposition en date, celle du Parti socialiste suisse, qui a adopté le 19 septembre une résolution stipulant qu'une personne de plus de 50 ans exclue contre son gré du marché du travail aurait droit, durant cinq ans au moins, à une indemnité chômage. Le financement serait assuré via un fonds de solidarité, alimenté par les cotisations des entreprises qui ont un taux de travailleurs âgés inférieur à la moyenne. «Il faut demander des comptes aux responsables!», clame le PS, tout en rappelant que les seniors en fin de droit finissent souvent à l'aide sociale, à l'AI ou, dans le meilleur des cas, en retraite anticipée. Certains se lancent aussi dans des activités indépendantes à hauts risques. Pas sûr pourtant qu'avec l'opposition de la droite, des patrons et du Conseil fédéral, le projet puisse voir un jour la lumière. ■

Joël Depommier

* Nom connu de la rédaction.

CS-POP veut «changer la donne» aux élections cantonales

JURA • Dans le Jura, les élections cantonales se déroulent en même temps que les élections fédérales. CS-POP (Combat socialiste – Parti ouvrier et populaire) présente un candidat au Gouvernement et 31 candidat-e-s au Parlement.

Le slogan «CS-POP, ça change la donne», veut indiquer que le parti aspire à de profonds changements et se traduit par des propositions dans plusieurs domaines (santé, services publics, fiscalité, formation, Moutier...). CS-POP veut aussi «résister, avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, à la logique de domination d'une minorité de privilégiés qui, au nom de ses seuls intérêts, impose l'austérité et les sacrifices à tous les autres». Le parti prend l'exemple d'OPTI-MA, le programme d'économies du canton, contre lequel il s'est battu, parce les mesures touchent notamment les prestations sociales, la santé, la culture et la formation.

Actuellement, CS-POP a trois députés au Parlement, tous dans le district de Delémont. Il espère évidemment renforcer cette représentation et présente pour cela une liste complète de 14 candidates et 16 candidats*, de tous âges et de professions très variées. Géographiquement, c'est plus concentré puisque la grande majorité (24) provient du chef-lieu et six sont des villages. Un autre candidat CS-POP, Francisco Pires se présente sur la liste des Verts aux Franches-Montagnes.

CS-POP au Gouvernement?

Pour le Gouvernement, CS-POP présente Rémy Meury, secrétaire du Syndicat des enseignants jurassiens et ancien député et conseiller communal (exécutif) de Delémont. Les favoris se trouvent dans les quatre principaux partis (PDC, PS, PLR et PCSI), mais Rémy Meury devrait attirer de nombreuses voix en dehors des électeurs de son parti.

Avec le départ d'Elisabeth Baume-Schneider, le PS doit lutter pour maintenir ses deux sièges. Il présente trois candidatures, Michel Thentz,



Rémy Meury, secrétaire du syndicat des enseignants jurassiens, se présente au Conseil d'Etat.

POP Jura

sortant, Nathalie Barthoulot et Christophe Berdat. Les Verts présentent Anselme Voirol, dont les chances d'élection semblent inexistantes. Le Gouvernement compte actuellement 2 PDC, 2 PS et 1 PLR. S'il y a un changement, le plus probable serait le remplacement du deuxième socialiste ou du PLR par le chrétien-social (PCSI), David Eray. A moins d'une surprise CS-POP!

Et si la droite perdait la majorité au Parlement?

La droite (UDC, PDC, PLR) détient 31 sièges sur 60. Comme d'habitude, les médias se focalisent sur l'élection du Gouvernement. Mais il y a un autre enjeu important, le maintien ou

non de la majorité de droite au Parlement. Bien sûr, si la droite perdait cette majorité, on ne pourrait pas affirmer qu'il y aurait une majorité de gauche, les chrétiens-sociaux (PCSI) ne sont pas ceux de Fribourg ou du Valais, qui ont choisi leur camp. Cependant, il y a eu durant la législature plusieurs votes où la décision s'est jouée à une voix près, le groupe PCSI votant avec la gauche, comme tout récemment sur le salaire minimum. La perte de la majorité de droite est souhaitable. Ce serait encore mieux si elle était due à une progression de la gauche combative! ■

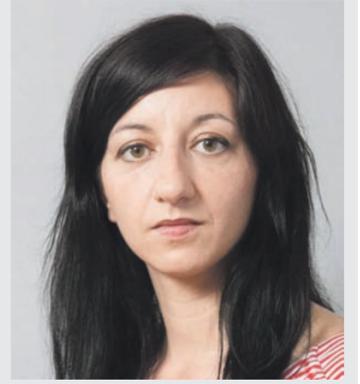
Jean-Pierre Kohler

* Pour la liste nominative et autres renseignements, voir www.cspop.ch

ILS SOUTIENNENT GAUCHEBDO

«Gauchebdo assume un traitement médiatique différent de l'info de masse»

En tant que membre du comité de *Gauchebdo* depuis 5 ans, j'ai vécu énormément de moments avec cette équipe. Cette équipe il faut en parler, car c'est eux qui font ce journal. Durant ces 5 ans j'ai eu la chance de côtoyer des militants à l'engagement exceptionnel. Que ce soit par leur temps, leur argent, leur plume ou leur expérience, ils ont contribué à maintenir la qualité de ces parutions, qui vous arrivent envers et contre tout, chaque semaine dans vos boîtes, qu'elles soient à lettre ou mail. La plupart de ces personnes sont toujours là, n'ont rien lâché et continuent de s'engager pour le futur de ce journal. C'est pourquoi ils méritent tout mon soutien et pourquoi vous devez vous abonner à ce journal dont les qualités sont saluées semaine après semaine. Les qualités de *Gauchebdo* c'est sa diversité de sujets, c'est aussi son traitement différent de ces sujets, c'est encore son ancrage local, comme son internationalisme, c'est surtout son féminisme. En tant que candidate aux élections nationales j'ai apprécié que *Gauchebdo* ne parle pas de mon sourire mais de ce que j'avais à dire. J'ai apprécié qu'il ne cite pas



uniquement les hommes sur ma liste et enfin j'ai apprécié qu'il ne me demande pas comment je fais pour concilier ma vie familiale avec ma vie professionnelle. Dans ce journal, je retrouve un traitement médiatique non normé qui fait cruellement défaut dans l'information de masse. Nous avons besoin de journaux comme *Gauchebdo*, il faut les lire et les soutenir.

Céline Misiego,

Candidate du POP aux chambres fédérales

Une nouvelle initiative pour le salaire minimum est lancée dans le Jura

En 2013, les Jurassiens avaient largement approuvé l'initiative populaire «Un Jura aux salaires décents». Las, le parlement a enterré en septembre dernier le projet de loi du Gouvernement, refusant d'instaurer un tel salaire, qui devait avoisiner les 3'500 francs pas mois (voir *Gauchebdo* n°38). La gauche jurassienne, sur la base d'une coalition de partis politiques (PSJ, Jeunesse socialiste et progressiste jurassienne, Les Verts, CS-POP) et de syndicats (Coordination des Syndicats de la fonction publique, Unia, Union syndicale) a décidé de ne pas s'en laisser conter et prévoit de lan-

cer prochainement une nouvelle initiative populaire sur le sujet. «Le lancement d'une nouvelle initiative est bien plus qu'un réflexe de gauche, c'est l'affirmation d'une volonté citoyenne de combattre un déni de démocratie. C'est la seule manière de relancer la thématique du salaire minimum, en impliquant directement les personnes flouées dans cette affaire : les citoyennes et citoyens de notre canton», annonce ainsi Pierluigi Fedele, membre du comité jurassien pour un salaire minimum et candidat CS-POP au Conseil national. ■

Réd.

Les pilotes d'Etihad Regional ont le vent en poupe

GENÈVE • Le syndicat SSP dénonce les conditions de travail précaires et la culture de peur régnant dans la compagnie aérienne.

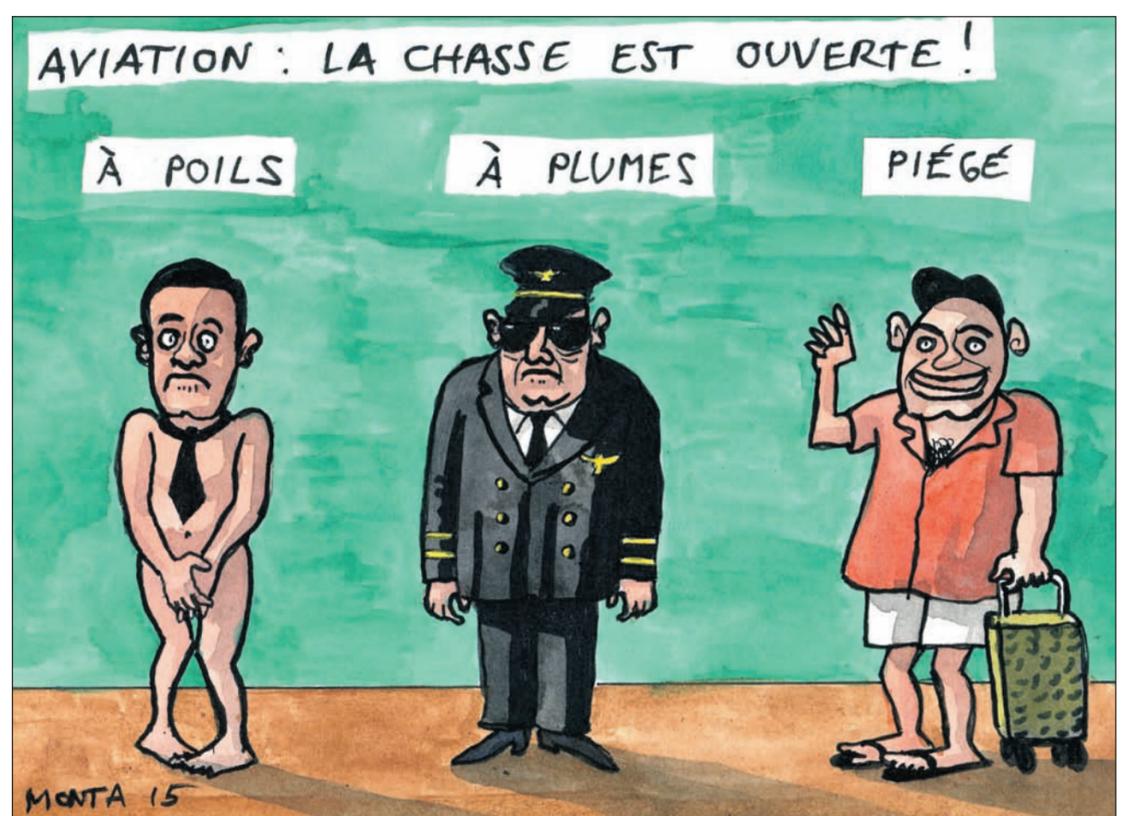
Mardi dernier, les pilotes de la compagnie aérienne low-cost Etihad Regional (Darwin Airlines SA) convoquaient la presse à l'aéroport de Genève et diffusaient un communiqué pour dénoncer leurs conditions de travail. «Les salaires des pilotes sont les plus bas de la branche. Ils se situent entre 55'000 et 95'000 francs par année pour un plein-temps. Depuis 2011, la direction a décidé unilatéralement de baisser les salaires et le traitement du personnel de presque 11% ainsi que de geler les salaires. Mesures destinées à être temporaires mais qui perdurent encore», précise le communiqué, émis par le Groupe Trafic Aérien du Syndicat des Services publics, principale organisation des travailleurs du transport aérien en Suisse. «Les vacances sont accordées au compte-gouttes. Le dispositif légal, à savoir l'octroi des vacances en cours d'année et un délai de 3 mois minimum pour la confirmation des vacances n'est jamais respecté», poursuit-il.

Les pilotes alertent sur les possibles conséquences dramatiques que pourraient avoir de telles conditions de tra-

vail: «La surcharge de travail et la fatigue sont récurrentes, atteignant de tels degrés que des événements graves sont à craindre. Les rythmes de travail sont la cause de la fatigue, la maladie et la démotivation de l'équipage, ne laissant pas de place pour une vie privée et familiale», souligne encore le SSP, qui dénonce une direction qui aurait fait de l'intimidation et du harcèlement moral sa «culture», «un style de gestion qui oblige les pilotes à enfreindre les règlements de peur de perdre leur emploi» et engendre des problèmes de sécurité potentiels.

Des négociations avec l'employeur sont actuellement rompues, ce qui a conduit le personnel à engager des mesures de lutte. Selon le syndicat, qui précise que parmi les administrateurs de la compagnie, «on trouve des personnalités venant de l'UBS ou qui sont à la tête de nombreuses sociétés basées au Panama», la direction se serait montrée «intransigeante». «Si la direction d'Etihad Regional s'obstine à piétiner les droits du personnel, d'autres mesures de combat seront engagées», alerte le communiqué. ■

Réd.



Une histoire de pionnières quelque peu partielle

HISTOIRE • Si l'idée d'un livre traçant les portraits de «pionnières de la Suisse moderne», semblait a priori séduisante, l'ouvrage publié sous ce titre par Avenir Suisse et «Le Temps» demeure superficiel et emprunt d'a priori idéologiques ultra libéraux.

Le projet était intéressant, dans le cadre général d'une bibliographie qui ignore ou minimise souvent le rôle des femmes. Malheureusement, c'est un euphémisme de dire que le résultat n'est pas à la hauteur des attentes... Passons sur un certain nombre de maladresses de style et de germanismes dans la traduction française. Peut-on dire par exemple que les hommes mobilisés en 1939-45 sont «au front»? On notera aussi que 9 figures ont été ajoutées aux 24 de l'édition originale en allemand, «afin de donner une touche supplémentaire romande à la série». Les pionnières de la première version semblent donc avoir été essentiellement alémaniques, ce qui ne nous étonnera guère. Les portraits initiaux ont paru dans un «calendrier de l'Avent digital d'Avenir Suisse» en 2013, puis ont passé à 31 dans un livre édité par NZZ Libro en 2014. Cela explique sans doute le côté extrêmement superficiel de ces textes de deux à quatre pages, accompagnés d'une iconographie il est vrai souvent originale.

Une journaliste correspondante de la Frankfurter Zeitung sous le régime nazi

Ensuite, le caractère très engagé idéologiquement de ces écrits est assez gênant. On ne s'en étonnera guère, sachant quel est le commanditaire de l'entreprise, *think tank*, pour ne pas dire *lobby* des grandes multinationales helvétiques. C'est particulièrement marqué dans le préambule, rédigé par deux dirigeants d'Avenir Suisse, cet important groupe de pression, et dans l'introduction due à Verena Parzer Epp (A.S.) et Claudia Wirz (NZZ). Certaines phrases donnent le ton, ainsi: «Le féminisme d'aujourd'hui, avec ses tendances idéologique et planificatrice, court le risque de se muer en bureaucratie des genres manipulatrice». Quant au souhait d'égalité juridique et politique des femmes, il aurait été «confisqué par la gauche». Notons encore une page de lamento contre la «fausse piste» que représenterait l'introduction de quotas féminins. Le livre va donc s'attacher au «féminisme libéral» et notamment – pas uniquement il est vrai – à des femmes cheffes d'entreprise. Pourquoi pas? C'est en effet une piste souvent négligée. L'ouvrage a aussi le mérite de faire découvrir au grand public des inconnues.

Le choix opéré prête cependant à discussion. Sans nier ses mérites, on ne voit pas très bien, par exemple, en quoi la philosophe Jeanne Hersch fut véritablement une «pionnière». Encore moins la pulpeuse Ursula Andress, partenaire de ce grand féministe qu'était James Bond! Quant aux cheffes d'entreprise (Verena Conzett à la tête d'une maison d'édition, Anna-Joséphine Dufour-Onofrio dans l'univers des soieries, la femme d'affaires Elisabeth Feller, Emma Stämpfli-Studer qui dirigeait une imprimerie), on notera que, malgré leurs qualités de gestionnaires, elles ont souvent repris l'entreprise des mains de leur père ou de leur mari, et que le soi-disant «socialisme» de certaines d'entre elles relève plutôt



La journaliste et avocate Iris von Rothen, parfois considérée comme la «Simone de Beauvoir suisse».

du paternalisme social éclairé. Quant à la douce Gilberte de Courgenay qui, pendant la mobilisation de 1914-18, «recoud des boutons, tape des lettres à la machine et console les soldats qui en ont besoin», elle nous semble correspondre plutôt aux stéréotypes les plus traditionnels sur les valeurs et les activités dites «féminines». C'est un peu plus gênant quand on apprend que la journaliste Lily Abegg fut, de 1936 à 1940, la correspondante au Japon de la *Frankfurter Zeitung*, évidemment sous le contrôle absolu du régime nazi...

Des figures du féminisme qui gagneraient à être approfondies

Mais foin de critiques! On relèvera aussi un certain nombre de beaux portraits, qui auraient gagné à être approfondis. Ce sont notamment ceux de pionnières dans un monde académique alors extrêmement machiste et hostile à l'entrée des femmes à l'université, a fortiori à leur nomination comme professeures: Marie Heim-Vögtlin, première femme médecin suisse; Emilie Kempin-Spyri, juriste que l'ostracisme acharné de l'université de Zurich finit par atteindre dans sa santé psychique; ou encore la mathématicienne Sophie Piccard qui, à force de volonté, réussit à se faire ouvrir les portes de l'université de Neuchâtel. Encore un mot sur l'architecte Flora Ruchat-Roncatti, première professeure à l'EPFL, à qui l'on doit de belles réalisations telles que l'entrée du tunnel de l'autoroute A 16 Transjurane.

Il y a aussi les aventurières comme Isabelle Eberhardt, les grandes voyageuses à l'image d'Ella Maillart. Et ces femmes comme Valérie de Gasparin qui, malgré ses profondes convictions chrétiennes liées au mouvement du Réveil, fonda sous le nom de La Source à Lausanne le premier établissement laïc pour les infirmières, découpé de tout vœu religieux. Sur le plan politique, la seule femme nommée est, ce qui ne surprendra pas, la radicale Lise Girardin, première maire de Genève. Relevons aussi la figure admirable de Marthe Goesteli, qui a consacré sa vie à un monument documentaire de premier plan, les Archives sur l'histoire du mouvement féminin suisse. Le livre contient donc de belles et vraies figures du féminisme. La plus engagée fut sans doute Iris von Rothen, dont la vie a été récemment transposée au cinéma par Werner Schweizer sous le titre *Verliebte Feinde (Amours ennemies)*. Mentionnons pour terminer le nom de la cinéaste Carole Roussopoulos, qui filma tous les mouvements contestataires (Mai 68, Lip, les Black Panthers) et surtout féministes.

Ce livre a donc des qualités. Mais encore une fois, on regrettera son caractère trop superficiel et ses a priori idéologiques ultra libéraux exprimés avec une lourde insistance. ■

Pierre Jeanneret

Tibère Adler, Verena Parzer Epp et Claudia Wirz (éditeurs), *Pionnières de la Suisse moderne. Des femmes qui ont vécu la liberté*, Avenir Suisse et Le Temps, éd. Slatkine, Genève 2014, 242 p., ill.

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Représentation des femmes au parlement: «Comme si on n'élisait que des hommes compétents!»

Comme pour Nadine Morano, dès que l'on tend un micro à Christian Lüscher (PLR), on est sûr-e qu'il va dire une sottise. Lors de l'émission «Forum» de lundi 5 octobre sur la RTS, à propos de la représentation des femmes, il parle de leurs «compétences», seul critère valable selon lui, et conclut par l'inutilité des quotas «puisque l'on y arrive sans ça». Le coup des compétences, on nous le fait à chaque élection. Bon sang, comme si, du côté des hommes, on n'élisait que des hommes compétents! Le problème, c'est que les listes de droite ne leur font pas assez de place. Celles de gauche, qui, en gros, alternent les hommes et les femmes, ont presque autant de représentantEs que de représentants au parlement au bout du compte. Il y a donc une relation de cause à effet, contrairement à ce que prétend M. Lüscher, avec cette façon d'affirmer n'importe quoi comme des vérités indéniables (c'est l'absence de doute qui révèle les sottises).

Personnellement, je suis en faveur non seulement des quotas, mais de la parité. Parité sur les listes, parité dans les résultats (on alternerait le meilleur-e-s élu-e-s de chaque sexe, quitte à ce qu'une femme passe avant un homme ayant obtenu plus de voix), et nous aurions enfin une juste représentation.

Dire que les choses suivent leur cours «naturellement» (comme si la nature avait quelque chose à voir là-dedans!), c'est nier le fait que la représentation des femmes, au lieu d'augmenter progressivement, stagne ou recule. Leur nombre avait progressé de manière constante depuis les premières élections au Conseil national, où les femmes ont eu le droit de vote et d'éligibilité (1971), il a pour la première fois légèrement reculé (-1) en 2011 pour se situer à 58 (sur 200, soit 29%). Les femmes sont un peu plus faiblement représentées au Conseil des Etats, formé de 46 membres: elles occupent actuellement 9 sièges (19,6%), suite aux élections de 2011, soit un de moins qu'en 2007.

Les élections fédérales d'octobre 2015 affichent un nombre record de 3'802 candidat-e-s, dont 1'310 femmes, ce qui représente 34,5% du total. Cette proportion a augmenté de 2,6% par rapport aux élections de 2011 (32,1%), mais s'affiche en-dessous de celle de 2007, où l'on recensait 35,1% de candidates. Sur les 160 candidat-e-s en lice pour le Conseil des Etats, 34 sont des femmes, soit 21,25% des prétendant-e-s.

On constate de manière générale que les partis de gauche sont plus proches de la parité que les partis de droite. Les Verts sont le seul parti à présenter plus de femmes que d'hommes (51%). Ensemble à gauche présente 18 femmes sur 37 soit 50% de femmes. Le Parti socialiste suit de près avec 46,7% de candidates. En revanche, c'est à l'UDC que les femmes sont les moins nombreuses à briguer un siège au National (19% des 431 candidat-e-s du parti). Le constat est pratiquement le même pour la Chambre haute, où le PS est le parti où le plus de femmes sont en campagne (36,8%), devant les Verts (33,3%). A droite, l'UDC présente 18,1% de candidates et le PLR 13,63%.

Sur les 422 listes enregistrées pour les élections fédérales 2015 (un autre record), on en recense 17 exclusivement féminines. Ces listes ont été lancées par des partis de tous bords, principalement dans les cantons alémaniques, mais aussi en Valais (la liste indépendante «Graine de futur»). On dénombrait 7 listes féminines en 2011 et 14 en 2007.

A celles et ceux qui prétendent que les femmes ne se présentent pas, je réponds que les 1'310 candidates pourraient occuper 5,5 fois la totalité des 246 sièges des deux Chambres. Elles sont certes minoritaires, mais une loi sur la parité pourrait leur donner la place qui leur revient.

Sans surprise, on constate que ce sont les partis de gauche qui favorisent davantage les femmes, l'UDC étant le dernier de la classe.

Mais même à moins de 30% (il faut au minimum 33% pour compter dans les débats et les décisions), la représentation des femmes dérange nombre de machos, ceux que j'appelle «les arriérés du bulbe».

J'ai déjà eu l'occasion de parler du machisme insane de Me Bonnant, qui vient de se signaler à nouveau. Le 5 septembre dernier à Conthey (VS) s'est tenue la fête annuelle de l'UDC Valais romand, avec Marc Bonnant en tête d'affiche, invité par Oskar Freysinger. L'avocat s'est exprimé sur le thème «Du bonheur d'être de droite». La droite, seule idéologie respectable en politique selon lui. Premier élément: l'homme de droite est, avant tout, un homme, donc pas une femme. L'avocat fait ainsi écho aux propos de Freysinger tenus la veille à la radio. Le politicien avait dit regretter «la disparition de la testostérone» en politique, dont la gauche – cette «mère castratrice» – serait responsable. Tout au long de son discours, Marc Bonnant reprend à son compte ce rejet du féminin, expliquant à quel point les caractéristiques intrinsèques des femmes (leur douceur, leur convivialité, leur sens du compromis) sont «incompatibles» avec la politique, art de la guerre et de l'affrontement. Selon lui, les femmes devraient retourner à leurs «fonctions sacrées»: piano, enfants et fourneaux, au lieu d'être «magistrateuses» ou «médecinesses». Il finit par avouer «la haine absolue» qu'il porte aux féministes, «ces transsexuelles psychiques». Ce soir-là, par un mélange de références classiques, de mépris des faibles et d'humour douteux, Marc Bonnant a posé les bases de ce que doit être à ses yeux la droite de demain: violente, patriarcale et tournée vers un leader éclairé. En résumé, l'idéologie fasciste...

Sans être aussi extrémistes, beaucoup d'hommes (et, hélas, de femmes) biffent les femmes au sein même de leur parti. La faute à qui? Aux manuels scolaires, qui favorisent les garçons et les hommes aux dépens des filles et des femmes, aux médias, qui ne leur font pas la place qui leur est due et s'intéressent davantage à leur physique ou à leur habillement qu'à leurs idées.

Des séminaires sont organisés ici et là, destinés aux politiciennes de tous les partis, pour travailler sur leur questionnement «En serai-je capable?», alors que les hommes ne se posent jamais cette question. Sollicités pour un débat, les hommes disent oui avant de connaître le sujet, alors que les femmes hésitent ou désignent un homme «qui sera plus capable de répondre». Dramatique.

Olympe de Gouges, reviens, ils sont devenus fous!

Huguette Junod

«Il faut reprendre le contrôle sur la finance»

FINANCE • Dans son livre «Quand les banquiers font la loi», le politologue et historien Yves Sancey revient sur les origines du système très faible de contrôle des activités financières en Suisse. Un ouvrage qui permet notamment de mieux comprendre l'apparition de crises telle que celle de 2008, dont les leçons n'ont toujours pas été tirées. Interview.



Yves Sancey est Docteur en sciences politiques.

Au début du 20^{ème} siècle, la place financière suisse est en plein développement, dans un monde dominé par un libéralisme total. Dès la fin des années 20 un système d'«autorégulation» des banques commence toutefois à se mettre en place. C'est sur les origines et les conséquences de celui-ci jusqu'à aujourd'hui que s'est penché Yves Sancey dans son travail de thèse, dont est issu l'ouvrage qu'il publie aujourd'hui.

Quelles sont les particularités de ce système d'autorégulation?

YVES SANCEY: Il s'agit d'un système où les banques s'autocontrôlent elles-mêmes, en lieu et place de l'Etat à travers des lois. L'Etat délègue en quelque sorte sa capacité législative. En Suisse, cela prend la forme d'accords ou gentlemen's agreements (accord entre gentlemen), au départ oraux, entre la Banque nationale suisse (BNS) et les grandes banques, qui permettent de réguler l'activité de ces dernières. Le premier accord de ce type date de 1927.

Vous expliquez que l'apparition de ce système a un lien avec des protestations des milieux paysans et la montée du mouvement ouvrier...

Oui. Durant l'entre-deux-guerres, la Suisse devient une plaque tournante du capital. L'exportation de capitaux, qui peut atteindre des montants importants, a des répercussions sur la monnaie et les taux d'intérêt, ce qui touche directement les milieux paysans, souvent très endettés. Le mouvement ouvrier, qui a obtenu une meilleure représentation au parlement après la grève de 1918, attaque lui aussi les banques, qui ne font pas profiter leur force financière à l'industrie suisse. C'est pour contourner le lieu officiel où se prennent les décisions, soit le parlement, où ces deux forces menacent de légiférer, que cet espace «para-étatique» est mis sur pied.

Comment se concrétise-t-il?

La Banque nationale obtient des banques qu'elles s'engagent sur l'honneur, en tant que «gentlemen», à fournir les informations sur les flux de capitaux et à tenir compte de ses désirs. Elle peut par exemple demander à ce qu'une exportation de capital soit reportée ou que des compensations soient obtenues sous la forme de commandes en Suisse pour soutenir l'industrie.

Pourquoi l'Etat n'intervient-il pas?

L'Etat est faible à l'époque, mais c'est aussi une volonté de sa part de légiférer le moins possible, pour ne pas effrayer les capitaux étrangers. Il s'agit de trouver un moyen de répondre aux milieux paysans et ouvriers, mais sans trop intervenir.

Il faut savoir que dans les années 10 et 20, une partie des banquiers est réticente même à l'idée de gentlemen's agreements et veut rester à un non-interventionisme total, comme au 19^{ème} siècle. Une autre

partie estime en revanche qu'il vaut mieux céder un peu en acceptant ce genre d'accord, qui permet ensuite de dire: «On est déjà en train de régler la question, il n'y a donc pas besoin de loi».

«Dans les années 30, la Confédération avait dû injecter un quart de son budget pour sauver la BPS»

Comment l'accord de 1927 a-t-il eu un impact par la suite?

Il est mis par écrit en 1932 et servira de base pour la loi sur les banques de 1934. Ensuite, une trentaine de gentlemen's agreements sur d'autres sujets seront conclus, notamment sur l'importation du capital, en 1937, et dans les années 50. Ce sont toujours les banques qui sont responsables des contrôles et de l'application des mesures. Pour elles, ce système a l'avantage qu'il n'a rien de contraignant. C'est aux banques, voire pratiquement aux clients de s'engager à ne pas spéculer, à ne pas faire de fraude! Leurs pratiques servent également de base à toute forme de législation, d'où le titre du livre «quand les banquiers font la loi».

Comme vous le soulignez dans votre livre, cela pose la question de la légitimité démocratique de toutes ces décisions...

Tout à fait. Il y a d'ailleurs beaucoup de gens en Suisse ou à l'étranger qui sont étonnés du pouvoir quasi législatif donné aux banquiers. Peut-on vraiment leur faire confiance pour défendre l'intérêt public et pas leur intérêt privé? Ce système est possible parce que l'Etat s'endette auprès des banquiers et parce que, très tôt, les autorités fédérales partagent avec eux une même vision très libérale de l'économie et l'idée que l'intérêt de la place financière helvétique se confond avec celui de la Suisse. Au point qu'un conseiller fédéral PDC, Roger Bonvin, déclare devant les banquiers en 1964: «Notre sympathie va aux solutions réalisables sans l'Etat. La Confédération, en effet, n'aime pas intervenir et, lorsqu'elle le fait, c'est uniquement parce qu'elle y est contrainte.»

Existe-t-il des endroits où un fort contrôle étatique fonctionne?

A la même époque aux Etats-Unis, il y a des lois beaucoup plus sévères. Il n'y a pratiquement qu'en Suisse où ce capitalisme de «gentlemen» va tenir presque un siècle. Par exemple, la loi sur les banques de 1934 a été créée en pleine crise. La Confédération était intervenue un peu comme pour l'UBS en 2008, en injectant un quart de son budget pour sauver la BPS (Banque populaire suisse, alors l'une des grandes banques suisses).

«Il y a des conflits d'intérêts gigantesques!»

Alors que l'Etat est en position de force, la loi continue à charger les intérêts privés du contrôle et de la régulation des banques! La Commission fédérale des banques, censée œuvrer comme instance de contrôle, est créée à ce moment-là, mais elle n'est composée que de 5 personnes dont la grande majorité sont des banquiers, ou très proches des banques, et n'a quasiment aucun pouvoir.

Dans l'introduction de votre livre, vous parlez de la crise de 2008, quel lien faites-vous avec ce système d'autorégulation?

La crise des subprimes est née aux Etats-Unis à partir du moment où il n'y a plus



aucun contrôle sur la finance. C'est Bill Clinton qui, dans les années 90, démantèle les lois jusque-là assez sévères sur les banques. En Suisse, c'est dans la continuité de ce système d'autorégulation que la Commission fédérale des banques, censée surveiller l'UBS, a complètement manqué à ses devoirs. Juste avant la crise, en juillet 2007, elle glorifie et justifie même ce système en affirmant qu'il a «fait ses preuves», ou qu'il faudrait qu'il «soit perçu à l'étranger et en Suisse comme une alternative à la réglementation étatique!» Après la crise, la Commission fédérale des banques, devenue FINMA, reconnaît toutefois que le système d'autorégulation a échoué.

Est-ce qu'elle en tire les conséquences?

Le président de la FINMA de l'époque, Patrick Raaflaub (en poste de 2009 à 2014), a essayé d'augmenter ses capacités de contrôle. Une campagne menée contre lui par Economiesuisse et l'association des banques privées suisses l'a cependant poussé à démissionner. Mark Branson, qui a repris le poste, est un ancien responsable de l'UBS, tout comme d'ailleurs Eugen Haltiner, son prédécesseur d'avant Raaflaub. Les contrôleurs sont des personnes qui auraient pu être contrôlées ou qui doivent contrôler l'époque où elles-mêmes étaient en poste à l'UBS. Il y a des conflits d'intérêts gigantesques!

Les leçons de 2008 n'ont donc pas été apprises?

C'est le moins que l'on puisse dire. Les deux personnes qui ont essayé de changer des choses, Patrick Raaflaub à la FINMA et Philipp Hildebrand à la BNS, ont été poussés vers la sortie suite à des campagnes assez violentes des milieux financiers voire de l'UDC. Finalement, les mesures retenues sont faibles par rapport aux très fortes critiques faites par la FINMA, le Conseil fédéral et les Commissions de gestion des Chambres fédérales juste après la crise. Les banques devront doubler leurs fonds propres d'ici 2018, plus un certain nombre de mesures qui ne sont pas du tout à la hauteur de contrer une éventuelle prochaine crise.

«Quand une grande banque doit être renflouée, c'est toute la société qui en paie les conséquences»

Comment reprendre le pouvoir?

Les dirigeants des banques centrales décident de nos vies alors que personne ne les a élus. Il faut reprendre le contrôle sur ces instances et sur la finance. Comment? En essayant de mieux comprendre comment le monde de la finance s'organise (par exemple avec ce livre!), en faisant partie d'Attac, en allant dans les parlements pour changer les lois, en faisant des manifestations, etc. Il s'agit de se ré-approprier ces questions pour ne pas en être

simple spectateur, mais aussi acteur. Parce que quand une grande banque doit être renflouée, c'est toute la société qui en paie les conséquences, qui doit payer les plans de sauvetage et assumer les politiques d'austérité!

La tentative du peuple grec cet été de refuser la fatalité de l'austérité a montré le peu de respect qu'ont l'Europe et la finance pour la démocratie. Jamais sans doute leur légitimité à nous gouverner n'aura pourtant autant été contestée. Les gauches européennes se radicalisent peu à peu. Un nouveau chemin se dessine en Angleterre et en Espagne. Mais c'est à nous tous de nous opposer aux soi-disant grands de ce monde qui sont en fait des nains moraux et des imposteurs. ■

Propos recueillis par Juliette Müller

Yves Sancey, *Quand les banquiers font la loi. Aux sources de l'autorégulation bancaire en Suisse et en Angleterre, de 1914 aux années 1950*, Editions Antipodes, 2015, 546p, 57CHF.

Yves Sancey présentera son livre le mercredi 11 novembre à 18h à la librairie du Boulevard (Rue de Carouge 34 à Genève), suivi d'une discussion avec Marc Chesney («De la Grande Guerre à la crise permanente» (PPUR, 2015)) et le jeudi 12 novembre à 19h30 à l'A-t-e-l-i-e-r, Av. de France 39, à Lausanne, suivi d'une discussion avec Olivier Longchamp («Politique financière fédérale» (Antipodes, 2014)).

Contre (très) mauvaise fortune (très) bon cœur

GRÈCE • Le mouvement «Solidarité pour tous», qui regroupe 400 initiatives locales de solidarité de base à travers tout le pays, incarne les nouvelles formes d'organisations que la population a dû trouver pour faire face aux conséquences dramatiques des plans d'austérité.

Fin septembre, l'Association de soutien au peuple grec à Genève a invité deux militantes venues de Grèce pour alerter la population suisse sur la situation sanitaire dans leur pays. Charis Matsouka est médecin et Tatiana Egorova est coordinatrice de Solidarité pour tous, le mouvement de base de solidarité sociale à l'échelle du pays, qu'elles nous ont présenté. *Solidarité pour tous*, qui rassemble des structures de bénévoles et des groupes actifs dans le domaine de la santé, de l'enseignement ou de l'alimentation, développe l'auto-organisation et la résistance de la population soumise à l'austérité.

2'500'000 personnes sans couverture maladie

Charis Matsouka nous a expliqué que le chômage touche 28% de la population, et plus particulièrement les jeunes, dont 60% n'ont pas d'emploi. Il y a de plus en plus de chômeurs de longue durée, qui voient les chances d'une réinsertion professionnelle s'amincir à fur et à mesure que leur chômage se prolonge. La «discipline budgétaire» voulue par les eurocrates a laissé sur le carreau des milliers de «surnuméraires» de la fonction publique, en particulier dans la santé, le social et l'enseignement. Les employés du privé ne sont guère épargnés, car les mesures censées booster l'activité économique se sont avérées contre-productives. Deux ans après le licenciement, les chômeurs et leur famille perdent leur couverture maladie, ce qui concerne actuellement 2'500'000 personnes, presque un quart de la population. Par ailleurs, la participation obligatoire aux frais du traitement médical rend l'accès aux soins problématique pour de nombreuses personnes et en exclut pratiquement ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, soit 35% des Grecs.



Le dispensaire social d'Ellinikon à Athènes, a été créé en 2011 par le cardiologue Giorgos Vichas. Il fournit soins gratuits aux patients sans ressource. A. Christophopoulos

Tatiana Egorova nous a décrit l'essor des structures de solidarité affiliées à Solidarité pour tous. Elle en dénombre 400, qui sont actives dans les domaines aussi variés que la santé, l'éducation, le conseil juridique, la culture et bien sûr l'alimentation.

Au niveau de la santé, il existe une quarantaine de dispensaires sociaux accessibles aux plus démunis, où s'engagent des travailleurs de la santé au chômage, ou des non-chômeurs qui y consacrent leur temps libre. Des pharmacies populaires sont approvisionnées par des dons et des collectes. L'activité de ces centres est basée sur le bénévolat strict et évite la circulation d'argent.

Il y a une dizaine d'années, personne n'aurait imaginé que 1/5 de la population du pays pourrait, dans un avenir proche, ne plus manger à sa faim. Mais dès 2009, on commençait à voir des gens attendre la clôture du marché en plein air pour aller fouiller dans les poubelles municipales. Les voisins ne sont

pas restés indifférents: des ménagères ont commencé à préparer des portions supplémentaires de repas pour les amener aux endroits où elles trouveraient preneurs, comme les préaux décole ou les cours d'église. Des dons provenant de collectes, de commerçants ou de producteurs locaux ont commencé à être faits aux «épicerie sociales», créées à l'initiative de citoyens, qui distribuent aux nécessiteux vivres et produits de première nécessité.

A nouveaux défis, nouvelle organisation

Dans les grandes agglomérations, il existe des lieux offrant répit et repas aux immigrés sans-papiers, certains gérés par l'Église, d'autres par la municipalité. Depuis les programmes d'austérité, ces structures sont aussi appelées à soutenir des autochtones désargentés. A nouveaux défis, nouvelle organisation. Des personnes engagées politiquement dans un parti ou un mouvement social sont venues renforcer les rangs de la solida-

rité alimentaire. Ils ont introduit une autre approche de la question: analyser les raisons de la famine qui guette, réfléchir sur comment se défendre de façon globale, permettre aux usagers de se prendre en charge. Une approche «participative» a progressivement supplanté la vision quelque peu philanthropique. Organisés sur la base du bénévolat, participatifs, ces nouveaux collectifs tiennent des réunions régulières pour programmer leurs activités, organiser repas et approvisionnement, distribuer le travail. Les bénéficiaires y participent et sortent de la réunion chacun avec sa liste de choses à faire durant la semaine. Lors des séances, on aborde aussi l'aspect qualitatif de la nourriture, on passe en revue les modes de production, on discute OGM et BIO. Les restaurants solidaires tiennent à offrir des aliments de qualité et à enseigner des façons saines de se nourrir.

Tous organisés selon les mêmes principes, chaque centre garde son identité propre selon les locaux dont il

dispose, le type de quartier où il se trouve et les gens qui le fréquentent. Dans tel nouveau quartier, le local peut ressembler à la cafétéria d'un aéroport ou à une cantine d'entreprise, alors que dans des quartiers populaires à chômage élevé, on s'attache à produire tous les jours un maximum de portions afin de ne refuser personne. Certains restos ne servent des repas que quelques jours par semaine, préférant organiser d'autres activités de solidarité. C'est le cas du «Stéki» dans le quartier central d'Exarchia, aux nombreux immeubles squattés que leurs nouveaux habitants entretiennent et dans lesquels ils déploient quantité d'activités communautaires. Le «Stéki» dispose d'une bibliothèque de prêt, d'un point de vente de produits bio, sans oublier le café autogéré ouvert tous les jours mais jamais le mercredi, parce que c'est les jours de distribution des repas. Le «Stéki» héberge des groupes de travail qui se penchent sur certaines questions, comme par exemple le collectif «Apprendre en autodidacte», qui étudie le marxisme. D'autres structures de solidarité sont actives dans le domaine de l'enseignement, qu'il s'agisse de soutien scolaire primaire ou secondaire ou de diffusion de connaissances de façon permanente. Il y a aussi dans la Grèce d'aujourd'hui quantité d'artistes et groupes qui travaillent pour que le peuple grec ne soit pas spolié de l'accès à la culture.

La coordinatrice de Solidarité pour tous nous a invités à nous intéresser aux activités de ces quelque 400 structures du réseau, qui comptent sur la solidarité internationale. Pour elle, l'expérience du soutien à la résistance en Grèce nous préparera à mieux nous défendre contre l'offensive néo-libérale ailleurs en Europe, même en Suisse. ■

Anna Spillmann

Erdogan et Daech, les deux faces d'une même pièce

TURQUIE • Pour le représentant en Europe du HDP (Parti démocratique des peuples), Eyyup Doru, l'attentat d'Ankara fait partie de la stratégie de la peur du président Erdogan en vue des élections législatives anticipées prévues le 1^{er} novembre.

A qui attribuez-vous cet attentat qui a coûté la vie à au moins 128 personnes, ce samedi, à Ankara?

EYYUP DORU: Nous pensons très clairement que les auteurs de cet attentat sont connus du gouvernement. Il s'agit du troisième acte du scénario sanglant écrit par Erdogan depuis quatre mois pour rassembler un pouvoir qui lui échappe. La veille des législatives de juin, déjà, une attaque du genre avait fait 4 morts et plusieurs centaines de blessés à Diyarbakir, lors d'un meeting de notre parti (le HDP, Parti démocratique des peuples). À Suruç, en juillet, à la frontière syrienne, juste en face de Kobané, 32 Kurdes avaient perdu la vie dans des attentats. Ce samedi, on retrouve le même mode opératoire qu'à Diyarbakir. A l'époque, quelques heures avant l'explosion, l'homme qui s'est fait sauter avait été relâché par les services de sécurité turcs. Mais, ce coup-là, cela se passe dans la capitale turque, à deux pas des bureaux des services secrets, qui savaient forcément ce qui se tramait; le gouvernement a laissé faire, c'est une certitude. Cela ressemble évidemment beaucoup à un acte de Daech, qui, on le remarquera, ne fait jamais sauter un des siens dans

une manifestation de l'AKP (Parti de la justice et du développement). Ce qui nous fait dire qu'Erdogan et Daech sont vraiment les deux faces d'une même pièce.

A trois semaines des élections, pensez-vous que cet attentat aura des conséquences sur le scrutin?

Notre coalition (formations de gauche, société civile, syndicats et partis kurdes) est aujourd'hui la seule voie pour sortir la Turquie de la dictature dans laquelle Erdogan veut plonger son peuple. Le problème, c'est qu'une partie de la population est largement manipulée par la presse gouvernementale, qui assure le service après-vente de l'AKP dans sa propagande anti-Kurdes. Il y a aujourd'hui des journalistes qui osent à peine parler. Seule la presse d'opposition tente courageusement d'expliquer les manigances du gouvernement. Depuis le début de l'été, on a ainsi pu apprendre que le gouvernement tentait de déplacer les zones de vote et les urnes dans les casernes militaires pour effrayer les citoyens. Il a aussi destitué des maires non AKP sans ménagement et sans raison. Le terrorisme d'État s'imisce dans toutes

les sphères de la société. Mais cet attentat aura, je pense, d'autres conséquences, car cette fois-ci, ce ne sont pas que des Kurdes qui ont perdu la vie. Parmi les victimes, il y a aussi des Turcs non kurdes. Les citoyens turcs voient bien le double jeu mené par Erdogan et son gouvernement autodéclaré et illégitime. Le visage de l'AKP est maintenant connu par tous les acteurs de ce conflit.

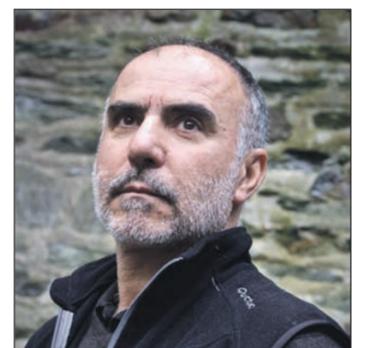
Et les grandes nations, comme les États-Unis, la France, la Russie, en ont-elles conscience?

La Russie... ça, c'est un vrai problème pour Erdogan. En fait, l'intervention russe en Syrie a mis fin à un autre rêve du chef de l'AKP, qui souhaitait créer une zone autonome dans le Rojava (Kurdistan syrien). Aujourd'hui, Erdogan, premier élément de soutien à Daech sur le terrain militaire, ne peut plus dépasser les frontières aériennes de la Syrie pour intimider les populations de la région. Pire encore, aujourd'hui Moscou s'apprêterait à reconnaître le Rojava. Quant aux autres grandes nations, je peux dire que, ces deux dernières semaines, nous avons rencontré beaucoup de ministres des Affaires étran-

gères occidentaux à qui nous avons exposé les faits. Cet attentat ne fait que corroborer ce que les chancelleries savent déjà. Et je profite de cet entretien pour réitérer ce que je leur ai dit à eux tous, à savoir que nous faisons un appel international notamment à la France pour qu'elle organise des délégations d'observateurs afin de surveiller les élections dans les régions du Kurdistan. Car le gouvernement ne manquera pas de tricher. ■

Stéphane Audouard

Paru dans L'Humanité



Eyyup Doru, représentant du HDP en Europe.

Les Kurdes de Suisse accusent Erdogan

Suite à l'attentat d'Ankara, la communauté kurde de Suisse à tout de suite réagi. Dans un communiqué, le comité de soutien au HDP du canton de Neuchâtel a dénoncé la politique jusqu'au-bouliste du président Erdogan dans cette tragédie qui a fait au moins 86 morts. «L'explosion a eu lieu quelques heures après que le mouvement national kurde a déclaré la mise en place d'un cessez-le-feu unilatéral avec l'armée turque. La volonté du gouvernement est clairement de ne pas installer la paix dans la région pour pousser le HDP en dehors de l'Assemblée Nationale, lors des

législatives anticipées du 1^{er} novembre», relève le comité neuchâtelois. «L'objectif de cet acte barbare est de rendre impossible une paix viable et durable dans le pays, mais surtout de terroriser la population. Cet attentat répond à la logique étatique mafieuse et terroriste du président Erdogan, qui craint de perdre les élections», estime encore le comité, tout en invitant toutes les forces progressistes et démocratiques en Suisse à manifester leur solidarité avec les peuples de Turquie et à dénoncer cet acte commis contre la paix.

Réd.

Une exposition à Lausanne commémore et explique la Nakba

EXPO • A l'heure où la Palestine et Israël s'enflamment à nouveau et les commentateurs parlent de 3ème intifada, une exposition revient à Lausanne sur la Nakba, terme arabe qui désigne la «catastrophe» du premier exode palestinien de 1948.

On pouvait lire lundi dernier dans la presse: «Une Palestinienne enceinte et sa fillette de deux ans tuées hier dans leur maison par un raid israélien sur Gaza»... Ce n'est hélas qu'un drame tragique de plus, surtout depuis l'impitoyable et indéfendable opération militaire «Bordure protectrice», qui a fait plus de 2'100 morts en juillet 2014. Comment en est-on arrivé là?

Une exposition a été mise sur pied en 2012 par le Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine. Elle circule dans tout l'espace francophone. Relayée par le Collectif Urgence Palestine, elle est actuellement accueillie au Forum de l'Hôtel de Ville de Lausanne, jusqu'au 24 octobre. Cette exposition, qui se veut très didactique, est accompagnée de nombreuses photographies et de cartes géopolitiques parlantes, montrant notamment les annexions successives par l'Etat d'Israël de territoires palestiniens. Elle s'adresse manifestement à un large public, qui ne connaît pas - ou mal - l'origine, le déroulement et les conséquences de la Nakba, terme arabe qui désigne le «désastre» ou la «catastrophe», de la funeste année 1948. A l'aide de panneaux, cette modeste mais utile exposition explique donc la situation, en remontant avant même la fameuse Déclaration Balfour de 1917, qui se montre favorable à la création d'un «foyer national pour le peuple juif». Dès 1897, Theodor Herzl, considéré comme le fondateur de l'Etat juif, annonçait la couleur: «Nous devons faire en sorte d'expulser discrètement la population pauvre [sous-entendu arabe] de l'autre côté de la frontière». Ce programme sera mis en œuvre par David Ben Gourion en 1948. Il conduira 750'000 à 800'000 Arabes de Palestine à l'exode. La



La clef rouillée symbolise l'exode qui a frappé 750'000 Arabes de Palestine en 1948

Nakba a son emblème: une clef rouillée qui symbolise la maison abandonnée, que l'on a dû quitter en toute hâte pour fuir sur les chemins de l'exil. La présentation rappelle aussi les résolutions de l'ONU, dont celle du «droit au retour», jamais appliquées. Elle s'accompagne d'une vidéo de témoignages où des réfugiés racontent

leur histoire.

Il faut voir cette exposition. Pour celles et ceux qui connaissent mal le problème, elle sera un outil de compréhension. Pour les autres, déjà engagés dans le soutien à la lutte du peuple palestinien, la visite représentera une manifestation de solidarité. ■
Pierre Jeanmeret

AGENDA CULTUREL ET MILITANT

Conférence «Le business est dans le pré», avec Aurélie Trouvé,

Vendredi 23 octobre à 20h, Le Garage, Rue de l'Eglise, à Neuchâtel

Aurélie Trouvé est agronome, ancienne présidente d'ATTAC-France et candidate surprise à la présidence du FMI. Forte d'une longue expérience militante et professionnelle, Aurélie Trouvé nous aide à comprendre la mainmise de l'agro-business sur l'alimentation, devenue un pur instrument de profit dans les mains des multinationales et des fonds financiers, et à mieux connaître les luttes qui transforment déjà nos façons de produire, de consommer et d'échanger. Org. ATTAC, A.C.A.P, Uniterre



«Menaces climatiques et inégalités: quels enjeux, quelles luttes?», avec Pablo Solon

Mercredi 28 octobre à 20h, à la Maison des Associations, rue des Savoises 15, Genève

Pablo Solon est militant altermondialiste bolivien, ancien ambassadeur aux Nations Unies et directeur de l'ONG Focus on the Global South.

Fête des Allobroges (bimensuel du PCF Savoyard)

Les 17 et 18 octobre à Chambéry, France, à la Salle du parc des expos.

Samedi 17 à 15h: débat sur les services publics régionaux avec Antoine Fatiga, conseiller régional Front de Gauche. A 18h, débat sur l'Europe avec l'économiste communiste Jean-Marc Durand.

Dimanche 18 à 11h, débat sur la culture avec Alain Hayot

Dans l'après-midi, meeting avec la sénatrice communiste Cécile Cukierman

Concerts en soirée.

Retrouvez l'agenda militant sur www.gauchebdo.ch/agenda

Maux croisés n° 98

par Jacky Corthay

Horizontalement

1. Président du Locle (de la)
2. Parti - Changea de peau
3. La mienne - Vaudoise pour le national
4. Union pour l'Europe des nations - A un proche
5. Lubrique
6. Scan perfectionné - Moins bien que cela - Intelligence artificielle
7. Electro matériel - Conseiller à Renens
8. Timidité - Cours d'eau
9. Eut le courage - Candidate genevoise aux Etats
10. Candidat jurassien à Berne

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Verticalement

1. Candidate vaudoise à Berne
2. Transaction financière - Outils destructifs
3. Devant le pape - Aéronef léger - Neue Apostolische Kirche
4. Stade en destruction
5. Institut national de la consommation - Watt-heure
6. Non motorized vehicle - Préfixe - Article espagnol
7. Internal use only - Prénom féminin
8. Terre d'Outre-Manche - Grèce
9. Dépouillé - Grise
10. Excédent brut d'exploitation - Lait caillé acidifié

La grille complétée peut être envoyée à Jacky Corthay, case postale 2525, 1264 St-Cergue. A gagner l'ouvrage le roman de Julien Sansonnens *Jours adverses*.

Des concerts qui ont marqué leur époque

MUSIQUE • La 9^{ème} de Beethoven par Furtwaengler et des concertos par Annie Fischer et Leon Fleischer s'ajoutent à l'Histoire sonore du festival de Lucerne chez Audite.

Audite continue à faire paraître, dans sa collection Historic performances, les grands moments du Festival de Lucerne qui ont jalonné ces soixante, bientôt septante dernières années. Ces concerts ont fait l'événement. Ils ont marqué leur époque autant qu'ils sont marqués par leur temps, que ce soit à cause de la sonorité de l'orchestre ou des tempi adoptés. A chaque époque sa vérité: la 9^{ème} de Harnoncourt est-elle plus «conforme» que celle de Furtwaengler, qui prend dix minutes de plus? La musique ne vit qu'interprétée et il n'y a point d'interprétations «authentiques», ne fût-ce que parce qu'elles sont entendues autrement aujourd'hui que jadis.

Donc on se doute bien que la 9^{ème} symphonie de Beethoven, dirigée en août 1954 par Furtwaengler, trois mois avant sa mort, va être autant révélatrice d'une certaine tradition musicale que de la personnalité du chef allemand. On a envie de dire qu'il s'approprie l'œuvre en s'y engageant de toute son âme. Furtwaengler adopte des tempi relativement lents et

surtout des changements de tempi qui accentuent un côté visionnaire, pathétique. La masse orchestrale, celle du Philharmonia Orchestra, est dense, compacte, privilégiant l'ampleur de la sonorité plus que la clarté. Par son lyrisme, l'Adagio s'étire jusqu'à l'essoufflement tandis que le finale s'enflamme de contrastes impressionnants. Le quatuor de solistes, Elisabeth Schwarzkopf, Elsa Cavelti, Ernst Haefliger et Otto Edelmann, suffit déjà, à lui seul, à rendre précieux cet enregistrement qui est en quelque sorte le testament d'un grand chef dont il faut oublier quelques petites équivoques évoquées dans le livret accompagnant le disque.

Des noms trop tôt éclipsés

Echo des années 60 et 62 à Lucerne, un disque jumelle le concerto pour piano de Schumann avec Annie Fischer et le 2^{ème} de Beethoven avec Leon Fleischer, deux artistes dont on a un peu rapidement et injustement oublié les noms. Là encore, la sonorité des orchestres et les tempi, surtout

dans le Schumann, sont ceux d'une époque. Giulini, à la tête du Philharmonia, et Annie Fischer, s'entendent pour une interprétation où orchestre et soliste ne s'opposent pas mais jouent dans un esprit musique de chambre. Tout en étant puissant et clair, sans favoriser la virtuosité, le jeu d'Annie Fischer est poétique, «au long souffle», disait Svatoslav Richter. Léon Fleischer, avec l'Orchestre du Festival sous la direction de George Szell, frappe par une interprétation qui insiste plus sur une certaine transparence, une élégance qu'on pourrait presque dire mozartienne avec, dans le dernier mouvement, quelque chose de primesautier. Quelques mois après ce concert lucernois, Leon Fleischer fut victime d'une «dystonie focale» qui paralysa sa main droite et ce n'est qu'à la fin de sa vie qu'il put reprendre une carrière normale. Ces deux disques ouvrent des perspectives parfois inattendues sur des œuvres qu'on croit connaître. ■

Myriam Tétaz-Gramegna
Audite, CD 95.641 et 95.643

GAUCHEBDO

Société d'édition de Gauchebdo
Helena de Freitas, présidente hdf@gauchebdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jmr@gauchebdo.ch
Alexandre Smirnov, correcteur asv@gauchebdo.ch
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

Administration

Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

Abonnements

abo@gauchebdo.ch | www.gauchebdo.ch/abo
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6

Publicité

tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/pub

Impression

Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

GAUCHEBDO

ABONNEMENT

Chaque semaine, la tribune des hommes et des femmes qui résistent, la voix de celles et de ceux qui veulent changer la société. Abonnez-vous !

- | | | | |
|---|-----------|--|-----------|
| <input type="checkbox"/> Abonnement au journal papier | | <input type="checkbox"/> Abonnement pdf | CHF 110.- |
| <input type="checkbox"/> Soutien | CHF 250.- | <input type="checkbox"/> Abonnement papier + pdf | |
| <input type="checkbox"/> 1 an | CHF 150.- | <input type="checkbox"/> Soutien | CHF 250.- |
| <input type="checkbox"/> 1 an réduit | CHF 85.- | <input type="checkbox"/> 1 an | CHF 200.- |
| <input type="checkbox"/> 6 mois | CHF 80.- | <input type="checkbox"/> 1 an réduit | CHF 125.- |
| <input type="checkbox"/> 6 mois réduit | CHF 45.- | Si vous souhaitez combiner votre abonnement papier avec le pdf, rendez-vous sur www.gauchebdo.ch/pdf | |
| <input type="checkbox"/> Essai (3 mois ou 12 numéros) | CHF 10.- | | |

Tarif réduit pour apprenti-e-s, étudiant-e-s, chômeur-se-s, AVS/AI. Merci de joindre un justificatif.

Nom : Prénom :

Adresse : NPA - localité :

Téléphone : Courriel :

A renvoyer à **Gauchebdo, Service des abonnements, case postale 168, 1211 Genève 13**

Vous pouvez aussi vous abonner par téléphone (079 686 79 37) et sur le web (www.gauchebdo.ch/abo)

Annemarie Schwarzenbach redécouverte à l'opéra

OPÉRA CONTEMPORAIN • «Le Ruisseau noir» a su retenir l'aimantation autour d'instantanés de sensations, fulgurants, douloureux, frères mais intacts chers à Annemarie Schwarzenbach. L'occasion de revenir sur le parcours tumultueux et fascinant de l'écrivaine et journaliste suisse proche de Klaus et Erika Mann ou d'Ella Maillart.

Sur le plateau du Théâtre du Grütli en septembre dernier, une juvénile distribution issue de la Haute école de musique de Genève et celle de Lausanne, tant sur scène que dans la fosse d'orchestre, sous la direction de Michael Wenderberg, imprime sa force de conviction et d'engagement à un opéra tentant d'embrasser des éclats de la vie au cours tumultueux d'une photographe et écrivaine voyageuse, héritière d'une riche famille industrielle zurichoise ultra-conservatrice (son père était un magnat de la soie) et devenue l'une des figures journalistiques de la résistance aux fascismes et nazisme. A n'en pas douter, *Le Ruisseau noir* est l'un des rares opéras contemporains créés à ce jour sur base biographique et autofictionnelle.

Entre les pages de sa scénographie conçue comme un album photo dont on feuillette les immenses pages, l'opus révèle que cet «étrange mélange d'homme et de femme» (selon la photographe Marianne Breslauer), qui opte tôt pour les fuites et exils hors d'une Europe où le nuage noir marquant l'accession d'Hitler au pouvoir en 1933 lui paraît empoisonné. Traversant notamment la Turquie, la Palestine, l'Irak et la Perse, elle va s'attacher à restituer les réalités de ces pays en rencontrant les autochtones. Ses reportages menés de 1934 à 1942 sont appréciés par certaines rédactions qui relèvent ses compétences d'historienne et l'humanité du regard qu'elle portait sur le monde des années 30. Pour Arnold Kübler, rédacteur en chef de la revue culturelle suisse *Du*, la jeune femme s'efforça de rencontrer «ceux dont la vie se déroule dans une étroite sujétion, les exclus, les laissés-pour-compte, les gens simples.»

Le voyage, une quête intérieure

La réussite de cette réalisation scénique tient à la manière pertinente de mettre en lumière que dans la courtoise et désespérée existence d'Annemarie Schwarzenbach (1908-1942), le plus dangereux des périples n'est pas celui qui la projette dans les endroits les plus incertains du globe. Le voyage essentiel est celui qu'elle ne cessera d'entreprendre pour renouer avec elle-même. Une femme à la bisexualité assumée et au caractère indépendant, dont la modernité du style frappe. Un être en proie aux doutes, tourments, drogues et alcool. Ses errances sentimentales se soldèrent par une introuvable réciprocité. Lucide, elle le constate dans son roman, *La Mort en Perse*: «Tu sais bien que personne ne peut pénétrer, ne serait-ce qu'un bref instant, dans le cœur de l'autre et s'unir à lui.» Dans le deuxième acte, cette «grande jeune fille délicate et athlétique», femme secrète et de terrain, torturée par un mal-être profond, confie vivre au rythme de l'écriture à Claude Bourdet, journaliste politique et résistant dès l'automne 1940, éperdument épris d'elle: «Vraiment je ne vis que lorsque j'écris.» Lorsqu'elle voyage, c'est «tantôt dans le souci des autres, par exigence de justice et de liberté, dans une perspective d'engagement et d'action ; tantôt davantage pour elle-même, par exigence de sens, pour approfondir une quête intérieure », résume sa traductrice et biographe, Dominique Laure Miermont.



Le voyage essentiel d'Annemarie Schwarzenbach est moins spatial que celui qu'elle ne cessera d'entreprendre pour renouer avec elle-même.

Carole Parodi

Dans *Le Ruisseau noir*, la comédienne et chanteuse antiazie Erika Mann, la passion de toujours d'Annemarie, lui reproche de ne pas rompre avec sa mère Renée Schwarzenbach, fille du Général Ulrich Wille, fervent admirateur de la Prusse, qui mobilisa 100'000 soldats contre la Grève générale de novembre 1918. Une dame de fer aux sympathies pro-allemandes affichées, avec laquelle la fille entretient une relation complexe. Dans l'esprit d'Annemarie, Erika et Renée semblent les deux faces d'une même pièce de monnaie à laquelle elle n'aura de cesse de revenir alors que ces deux figures féminines tutélaires la méprisèrent pour des raisons contrastées. D'où le choix de faire interpréter ces deux rôles par la franco-néerlandaise Anouk Molendijk. Cette mezzo-soprano se révèle en Erika Mann au détour d'une scène où elle repousse les supplications d'Annemarie qui ne veut pas rester seule, comme dans un ballet de forces inconscientes et tensions viscérales qu'aurait pu imaginer le peintre anglais Francis Bacon.

Musique monde

La musique du *Ruisseau noir* est tour à tour lyrique, retenue et limpide, écrite parfois en boucle transformative, éclectique, narrative, impétueuse et d'une belle profondeur émotionnelle. Due à Guy-François Leuener, la partition-monde de cet opéra est inspirée notamment par le compositeur britannique le plus célèbre du siècle dernier, Benjamin Britten. Elle mêle les sonorités modernes, jazzy swing façon Cole Porter, comédie musicale à la Gershwin au cabaret de l'entre-deux-guerres. Sans oublier des reviviscences orientalistes, échos romantiques évoquant Schubert au piano, rococo et évanescence de l'opé-

rette viennoise avec des clins d'œil au *Cavalier à la Rose* de Strauss dans le dernier acte.

Signé Elsa Rocke, le livret mise sur un style tour à tour alerte et poétique, distillant ritournelle, journal intime ou non, correspondance (lettres à Claude Bourdet, futur grand Résistant et journaliste politique), extraits de récits de voyages et romans, ainsi que poèmes de la Zurichoise et écrits de celle qui l'accompagna en Afghanistan, la photographe et romancière voyageuse Ella Maillart. Le tout avec des mises au point plus ou moins nettes sur des souvenirs, d'enfance ou d'autres voyages, des humeurs térébrantes. Reflet du cosmopolitisme de cette femme de lettres, «les langues différentes du livret assurent des langages musicaux contrastés, favorisant un sentiment d'itinérance à la fois géographique et émotionnel. Ecrite dans un anglais vélocé et tonique en vers rimés comme des standards de jazz, l'acte inaugural expose la crise. D'une part historique avec la montée des totalitarismes. De l'autre, intime, sur l'errance entre les sexes et l'addiction à la morphine. Le second acte en français est celui de la réparation et de la recherche de guérison, dans une sorte d'épiphanie. Le troisième en allemand voit, lui, une vie fauchée », détaille Elsa Rocke.

Tragédie intime et historique

L'acte inaugural se déroule à New York en 1937. L'«ange dévasté» (selon le Prix Nobel de littérature Thomas Mann), qui aime les femmes et les voitures rapides, y est montré en butte à l'hostilité d'Erika Mann. En 1933, à Munich, Erika, son frère Klaus, Therese Giehse (une des amantes d'Erika) et le compositeur Markus Henning fondent le célèbre cabaret antifasciste, Le Moulin à

poivre (*Die Pfeffermühle*). Erika est non seulement maîtresse de cérémonie, mais elle écrit de nombreux textes anti-nazis qui sont joués dans le cabaret. La soprane aux traits androgynes d'une somatique étrangeté, Jennifer Pellagaux, incarne avec une justesse à ce jour inégalée l'écrivaine zurichoise avec un jeu durassien tout en désertification intime. Saisissant parfaitement sa psychologie et son ressort dramatique, elle la dévoile en état de désarroi, submergée de doutes et de vagues anxieuses, tant sa courte existence fut empreinte d'une errance intérieure qu'elle diffracta dans les voyages, la morphine et l'opium.

L'acte II est constitué principalement par les périples en Orient, notamment en Afghanistan avec Ella Maillart. La tension est extrême entre les deux femmes, tant Annemarie, qui tente d'échapper à ses démons intérieurs, se réfugie à nouveau dans la morphine qu'accompagne la dépression. Ce, jusqu'à cette nuit où l'écrivaine voyageuse genevoise rêve d'en finir avec sa compagne de voyage. Ce moment paroxystique tient le mélodrame à distance grâce à la pertinente interprétation d'Ella Maillart par la Rhomérienne mezzo soprano Béatrice Nani. Elle révèle, par des lignes vocales fluides et une grande pluralité stylistique, la pureté d'idéal de son personnage, qui s'était mise en tête de «sauver Annemarie d'elle-même».

Un être tourmenté

Cette création révèle des morceaux éparpillés de la vie d'Annemarie Schwarzenbach. Des réminiscences qui mêlent l'enfance à l'âge adulte dans un esprit à l'agonie sur son lit d'hôpital à Sils-Maria, au fil du dernier acte, et ouvrent un abîme dont la

tristesse et la beauté n'ont pas fini de nous hanter. En Orient, une impression de tenace mélancolie émane de la contemplation de la nature démesurée, au spectacle de laquelle l'être humain semble insignifiant. L'angoisse la taraude alors, débouchant sur une rechute dans les paradis artificiels de la morphine. L'aride et désolée «Vallée heureuse» persane «devient une sorte de purgatoire où elle a l'impression de faire partie du monde des vivants, sans pour autant appartenir à celui des morts», selon sa biographe Dominique Laure Miermont. C'est précisément dans cet entre-deux, depuis son lit, la tête bandée, que la poignante et vibrante Jennifer Pellagaux chante les mots d'Annemarie conjurant la mort dans son possible dernier écrit, Marc (Sils, été 1942): «Quand je ne m'appartiens plus, et que seules les pulsations de mon cœur solitaire murmurent comme les fontaines de mon enfance, et quand je dois, dans de tels tourments, toujours être à l'écoute, alors l'agonie s'élève au-dessus de la lisière magique du monde plongé dans un profond sommeil, et je ne suis plus.» Elle meurt à 34 ans. Une grande partie de sa correspondance et de ses journaux intimes légués à Anita Forrer seront abusivement brûlés, notamment par sa mère, qui n'était pas la légataire testamentaire de tous les papiers personnels, lettres et manuscrits d'Annemarie Schwarzenbach. ■

Bertrand Tappolet

A lire: Dominique Laure Miermont, Annemarie Schwarzenbach ou le mal d'Europe, Payot, Vincianne Moescler, Annemarie S. ou les fuites éperdues. Roman d'une vie, L'Age d'Homme.

A voir: Sils-Kaboul. D'après E. Maillart et A. Schwarzenbach, Mise en scène: Anne Bisang. TPR, La Chaux-de-Fonds, 20 au 25 octobre. www.tpr.ch